

Ce qui nous rassemble

Ce texte, élaboré en tenant compte des travaux du Comité d'Organisation des Débats (COD comité inter motions) par le Collège exécutif des Verts, s'attache à définir ce qui fait consensus dans notre mouvement.

En vingt ans, les Verts ont su regrouper les partisans de l'écologie politique autour d'un consensus très fort et très riche, incluant des valeurs, un programme et une stratégie de mise en œuvre. Ils ont connu deux grandes périodes.

Le temps du "ni ni", privilégiant l'affirmation de l'originalité du projet écologiste et la diffusion des idées de l'écologie dans la société, avec une activité militante surtout centrée sur des campagnes de défense environnementale. La perception publique des Verts était alors très environnementaliste, bien que dès cette période les Verts, avec notamment René Dumont, se soient préoccupés des questions sociales, sociétales et des relations Nord Sud. Cette étape a été en partie réussie, mais n'a pas permis aux Verts d'apparaître aux yeux du grand public comme un parti à part entière.

Le temps de l'affirmation des alliances à gauche et du développement de la capacité à gérer les affaires publiques (à partir de la fin 1993). Les Verts sont apparus de plus en plus comme généralistes et capables de participer à des exécutifs à tous les échelons, même si le bilan de l'expérience de la majorité plurielle (1997-2002) est contrasté. Cette période a démontré notre capacité à exercer des responsabilités nationales et gouvernementales, mais, à travers l'insuffisance notable des modifications de politiques publiques obtenues, elle a aussi pointé la nécessité pour l'avenir d'un meilleur rapport de force avec le PS.

Aujourd'hui, nous devons démontrer notre capacité à peser très fortement sur les grandes politiques nationales et européennes et à créer une meilleure synergie avec les mobilisations collectives et les mouvements sociaux. Cela suppose notre capacité collective à une meilleure complémentarité, chacun dans son rôle, entre les mobilisations de la société, des réseaux (écologues, syndicalistes, alter mondialistes, professionnels, intellectuels...) et le parti. L'ambition historique des Verts est très clairement de devenir la force motrice qui fait bouger la gauche.

Face aux urgences des crises environnementale, sociale, économique et démocratique, le projet vert est radical puisqu'il s'agit de changer, individuellement et collectivement, nos modes de consommation, de déplacement, de production et de répartition des richesses et de faire évoluer les politiques publiques ; les moyens de cette politique sont participatifs, progressifs et doivent permettre d'y gagner la majorité.

Au moment de l'affirmation de cette nouvelle ambition, le consensus n'est évidemment pas total, en particulier sur la stratégie. Aussi, avant de se choisir une majorité pour les deux ans à venir, avant de débattre de bilan et de perspectives, les Verts réaffirment le cœur du socle commun qui les réunit.

Nos valeurs communes

Tout commence par la prise de conscience aiguë que nous n'avons qu'une seule terre, finalement limitée et

fragile, que la puissance technologique de l'espèce humaine commence à dégrader gravement, d'où notre devoir envers les générations futures ! Ménager la planète et ses ressources, en particulier la biodiversité et l'ensemble du monde vivant, agir avec précaution pour éviter l'irréversible, c'est l'urgence écologique !

C'est l'exigence de responsabilité !

Un développement maîtrisé exige que tous y participent et prennent leur part de responsabilité. Ceci implique que des conditions de vie décentes soient assurées à tous. L'amélioration du sort des plus démunis, au sein des pays riches comme entre pays riches et pays pauvres, est une exigence fondamentale des Verts. Comme le proclamait René Dumont, père de l'écologie politique française, il n'y a de développement soutenable pour la planète que solidaire entre tous les humains, femmes et hommes, Sud et Nord.

C'est l'exigence de solidarité !

Chacun doit se voir reconnaître les mêmes droits, en particulier l'accès aux droits fondamentaux, une capacité d'autonomie et d'initiative économique, y compris au sein du salariat, et le droit d'avoir une langue et une culture reconnues et préservées. Assurer la diversité des cultures humaines est aussi fondamental qu'assurer la diversité du monde vivant.

C'est l'exigence d'autonomie !

Enfin, instruits des dérapages de l'Histoire, nous ne voulons pas imposer de solutions. La non-violence est

pour nous une valeur fondatrice ; nous souhaitons convaincre ; notre objectif c'est la démocratie la plus ambitieuse et la plus participative possible.

C'est l'exigence de démocratie !

Notre programme

Le processus programmatique mis en œuvre ces derniers mois a permis l'implication de nombreux militants dans la rédaction d'un document qui, s'il n'est pas parfait, a l'intérêt majeur d'harmoniser et d'actualiser les propositions des Verts dans tous les domaines. Leur validation en Assemblées régionales décentralisées, souvent avec de nettes majorités sur les questions à trancher lui confère également une vraie légitimité.

Ce programme entame une démarche qui fait écho aux recommandations de l'audit participatif, et son élaboration comme sa réactualisation, doivent se continuer régulièrement en conseil national pour que notre corpus reste cohérent et adapté à l'évolution de notre société.

Sur le fond, l'idée politique essentielle qu'il porte est de ne pas se contenter de réparer les dégâts après coup, mais de remonter aux causes, ce qui conduit au choix d'un modèle de développement sobre et soutenable.

Plusieurs points forts émergent

La pertinence de nos analyses et nos capacités d'alerte sur des enjeux de société et les urgences (crise environnementale, crise sociale...). Les Verts sont à ce jour porteurs d'un message fort sur la crise des ressources, notamment énergétiques. Un combat tel que celui contre les OGM articule la lutte contre la mainmise de l'agro-industrie sur les paysanneries du Nord et du Sud avec la défense de la biodiversité et le principe de précaution en matière de santé publique.

Les Verts accordent une place importante à la dimension mondiale et européenne dans leur analyse des problèmes. Ils sont d'accord sur une conception fédérale et démocratique de l'Europe, qui nécessitera l'adoption d'un texte constitutionnel,

comme cadre pour développer leurs propositions en matière sociale et environnementale.

Nous sommes, sur le terrain des questions sociétales, le mouvement le plus à même de faire évoluer la société sur les droits et les libertés individuels. En nous inscrivant fortement dans l'idée d'une société ouverte, composée d'individus aux facettes plurielles et reconnus comme tels, au sein de laquelle l'action publique coordonne le vivre ensemble et la citoyenneté collective sans chercher à réduire la diversité, tout en créant les conditions d'une égalité réelle, les Verts sont probablement les plus en phase avec les réalités et les attentes d'une large partie de la société française.

La question de la démocratie est l'un des fondements de l'émergence des partis Verts dans toute l'Europe. L'application de la démocratie participative irrigue les propositions des Verts, tant au niveau local que dans leurs propositions de réforme de la gouvernance du système de santé. Citoyens, consommateurs, usagers, salariés, assurés sociaux : la participation de toutes et tous aux instances de décision qui gouvernent notre vie est indispensable.

La situation politique actuelle

L'état de la planète illustre tragiquement la pertinence de l'analyse écologiste, tant les crises environnementales et sociales sont intimement liées, et tellement nos modèles de développement et nos modes de régulation des conflits sont en question. La raréfaction des ressources aggrave les logiques prédatrices ; l'irresponsabilité du gouvernement des Etats-unis d'Amérique se traduit aussi bien par son refus de prendre en considération les conséquences de l'effet de serre que par une logique d'entretien des tensions mondiales au travers de leur interventionnisme militaire.

Les crises sanitaires, notamment au Sud et tout particulièrement en Afrique, la multiplication des conflits armés, les plus souvent internes aux

pays touchés, ne trouveront pas de solution dans la fuite en avant libérale, dans laquelle tout est source de profit, les médicaments de première nécessité comme les armes.

La constitution durable d'un duo d'adversaires se renforçant mutuellement "impérialisme des Etats-Unis / terrorisme international" rend impérieuse l'émergence de structures de régulation démocratique à l'échelle planétaire, et donne des responsabilités particulières aux Européens, compte tenu de leur capacité à construire plus rapidement une entité géopolitique à même de rompre ce cercle infernal.

Cependant, l'Union européenne est elle-même traversée par l'offensive libérale, qui vise dans tous les pays au démantèlement des protections sociales. Partout, les systèmes de retraite et d'assurance maladie, le droit du travail sont dans le collimateur. La composition de la nouvelle Commission européenne choisie par le Conseil est d'autant plus inquiétante : les choix idéologiques qui y ont présidé sont hélas clairs, et à l'opposé des nôtres.

En France, les gouvernements Raffarin se sont faits le bras armé du patronat le plus réactionnaire pour briser les avancées sociales, même celles qui sont antérieures à la Libération. Et ce n'est pas fini, le MEDEF en réclame encore plus ! La faiblesse structurelle du mouvement syndical français, ses divisions, l'épuisement consécutif aux grèves pour les retraites et dans l'Éducation nationale... concourent à lui libérer la voie. Entre crise du logement, niveau de chômage, précarité des emplois, dégradation des statuts, et niveau record de la pauvreté, l'urgence sociale est évidente.

Depuis trente ans, les vieilles gauches ont trop souvent mené des combats défensifs et dérivé vers un libéralisme teinté de compassion. Aussi les Verts ont la responsabilité de redonner des perspectives politiques à une société déstabilisée. Cela passe par des propositions offensives, la conquête de droits nouveaux et de l'égalité effective, la réforme des structures obsolètes,

lètes, mais dans une perspective qui donne du sens face aux nouveaux défis auxquels la société est confrontée. À titre d'exemple, le positionnement des Verts sur la question de l'assurance maladie articule notre volonté de démocratisation des instances de décision, notre capacité à recentrer le débat sur ses vrais enjeux (ici, la réforme du système de santé), notre conception de la solidarité et de la justice sociale (propositions sur le financement), tout en mettant en évidence la relation entre des fonctionnements économiques et des conséquences à la fois sociales et environnementales (autour de la notion de santé environnementale et de la santé au travail).

Stratégie

L'originalité de l'action politique verte s'appuie sur les points suivants :

- la mise au premier plan de la nécessité de préserver la planète pour les générations futures ;
- l'association du développement de politiques publiques ambitieuses et de l'action militante de terrain (culture du pouvoir collectif) ;
- l'exigence démocratique, le droit des personnes au centre de notre projet ;
- l'importance majeure de la construction européenne comme nouveau niveau pertinent de réponse aux grands déséquilibres mondiaux ;
- la défense des leviers de l'action publique (services publics...).

Dépasser nos faiblesses pour peser plus fortement

Jamais l'écologie politique n'a (malheureusement) été aussi pertinente et crédible dans ses analyses. Nous devons renforcer notre implantation et rendre plus opérationnelles nos propositions pour être à la hauteur des espoirs que nous suscitons.

Pour dépasser nos faiblesses, il nous faut :

- Renforcer la capacité d'intervention de notre parti, participation toujours plus active aux luttes environnementales, sociales et sociétales. Quel que soit notre terrain d'intervention

politique, nous devons être un parti d'élus et de militants tournés vers l'action et la société ! Le parti Vert doit devenir socialement à l'image de la société, ce qui implique écologie populaire, féminisation, métissage, implantation dans la jeunesse, les quartiers, les lieux de travail...

- Renforcer la crédibilité de nos propositions en termes de politiques publiques :

- en précisant les leviers, les échéances, les moyens de financements, et en les hiérarchisant ;

- en explorant plus finement certains terrains encore insuffisamment ancrés dans notre culture commune comme celui de l'action économique locale et globale, de l'éducation, de la justice, ...

- Remédier aux dysfonctionnements chroniques du mouvement (cacophonie, jeux de courants exacerbés...)

L'autonomie contractuelle

Il y a accord général pour affirmer la nécessité de l'autonomie des Verts pour affirmer l'écologie politique, tout comme la nécessité d'alliances pour remporter des victoires, et pas seulement électorales. C'est cela que veut dire l'autonomie contractuelle.

Dès lors qu'est reconnue l'originalité de notre pensée politique et que l'objectif de moyen terme est de faire des Verts une force majeure de l'alternative politique, tout le monde est d'accord pour affirmer *l'autonomie de projet et l'objectif stratégique* de la *transformation* (peser sur les politiques). L'autonomie politique est indispensable pour obtenir et garantir la mise en œuvre de bons contrats. La recherche de coalitions de lutte et de gestion est une démarche politique qui s'adresse à l'ensemble des gauches politiques, associatives, syndicales et morales. Le débat commence là, entre nous, sur les conditions concrètes de la mise en œuvre de cette stratégie.

Préparer collectivement 2007-2008

Les points d'accord très largement majoritaires sont les suivants :

- la présentation d'un-e candidat-e à la présidentielle ;

- la nécessité de travailler à un projet cohérent et lisible (et donc crédible), avec des propositions précises, socles des négociations à venir ;

- une vision autonome ancrée dans le réel et mise en perspective sur le moyen et le long terme ;

- des alliances exigeantes, soumises à l'obtention de garanties solides en termes de transformation radicale des politiques publiques et d'une représentation parlementaire forte ;

- le développement de la formation des militants pour renforcer leurs capacités d'évaluer et élaborer la stratégie électorale et le programme au niveau local.

Et, sur la méthode :

- tout d'abord, se mettre d'accord sur une méthodologie (type EGEP, Etats Généraux de l'écologie, des solidarités et de l'alter mondialisme...), un calendrier de travail, des partenariats et des initiatives nationales, régionales, locales et sectorielles pour définir les objectifs politiques d'un programme de mandature écologiste, solidaire et participatif ;

- ce projet est ainsi nourri du débat avec les différentes composantes de la société et collectivement porté au sein du mouvement ;

- c'est sur ce rapport de force et ce projet alternatif que peuvent alors se discuter les conditions de compromis programmatique et les bases d'une représentation des Verts incluant un groupe parlementaire autonome avec ou sans participation gouvernementale.

Les moyens d'agir : quel parti vert ?

La mise en œuvre de cette stratégie, au service du projet écologiste, suppose de disposer d'un outil performant. Pour améliorer le fonctionnement de notre mouvement, le consensus existe sur :

- le fait de promouvoir de nouvelles méthodes d'échanges, garantir un fonctionnement soucieux de la représentation de notre propre diversité. Cela passe par la poursuite et la relance des suites de l'API : guide

INTRODUCTION

du militant et des bonnes pratiques, renforcement du rôle du CNIR et de l'interaction entre celui-ci et les commissions, un exécutif plus collectivement cohérent et efficace, un parti plus accueillant ;

- cela passe par une mise à plat du rôle et du mode de fonctionnement des courants dans nos fonctionnements permanents, d'autant qu'ils ne correspondent très vite plus à l'évolution de nos débats, ont des effets pervers nombreux et finissent par devenir des écuries de promotion des personnes plutôt que des moyens de structuration démocratique du débat des adhérents ;

- la nécessité d'une redéfinition des équilibres entre élu(e)s, salarié(e)s et militant(e)s, rendue d'autant plus nécessaire par notre entrée massive dans les institutions, puis notamment, les dernières élections municipales et régionales, le besoin d'un

accompagnement et d'une formation de nos élu-e-s pour briser l'isolement dans les institutions.

Des points de débat

Notre Assemblée Générale Ordinaire de 2004 doit être celle de la maturité permettant le développement des Verts tant en termes d'implantation dans tous les secteurs de la société qu'en termes d'élaboration du projet vert, de cohérence et d'efficacité organisationnelle. Cela passe par une volonté de synthèse solide qui évite l'unanimité sans lendemain et clarifie les choix qui sont devant nous, avec la volonté de relancer les Verts, quel que soit le nombre de motions et quelle que soit l'issue de l'Assemblée Générale fédérale.

Sans prétendre être exhaustif, les questions suivantes auront leur place dans le débat :

- des clarifications programmatiques demeurent nécessaires pour le développement des Verts ;

- la dynamique de l'autonomie contractuelle fait débat : Est-ce une question stratégique ou tactique, liée au seul mode de scrutin ou au rapport de forces du moment, ou à la qualité de l'accord proposé ?

Notre conviction européenne nous est commune et nous sommes d'accord sur l'analyse des avancées et des limites de ces avancées du projet de traité constitutionnel. Par contre nos analyses diffèrent sur les dynamiques qu'impliquent une victoire du oui ou du non au référendum sur la ratification de ce traité.

Quelles sont les priorités en matière de réforme du fonctionnement des Verts ? À quel rythme avancer ?

LE COLLÈGE EXÉCUTIF DES VERTS